
Vers l'élaboration d'un Pacte mondial sur les réfugiés

Discussion thématique 5 :

Questions touchant aux quatre sections de fond du Cadre d'action global pour les réfugiés et questions générales

15 novembre 2017

Groupe de discussion 1 : Comment pouvons-nous nous attaquer aux causes profondes des déplacements massifs de réfugiés ?

Résumé

Le groupe de discussion a bénéficié d'un débat riche et varié sur cette question récurrente, et en particulier de l'avis des réfugiés et des jeunes.

La reconnaissance du fait que les causes profondes sont nombreuses et complexes et que la communauté internationale doit faire mieux pour identifier les causes profondes et leurs relations mutuelles a été un thème général. La communauté internationale doit également s'attacher à remédier aux causes profondes selon des modalités qui garantissent la cohérence politique et intègrent le travail des acteurs humanitaires, environnementaux, du développement, de la paix et de la sécurité. Le rapport conjoint publié par les Nations Unies et la Banque mondiale intitulé « *Pathways for peace*¹ » livre une analyse et des idées excellentes dont la communauté internationale peut s'inspirer.

La discussion s'est notamment focalisée sur les causes profondes suivantes :

- les schémas d'exclusion et les insuffisances institutionnelles conduisant à la violence ;
- l'absence d'état de droit et le non-respect des domaines du droit international applicables, notamment du droit international humanitaire et du droit international relatif aux droits de l'homme ;
- les déplacements provoqués par l'utilisation d'armes explosives, en particulier dans les zones densément peuplées, qui non seulement tuent et mutilent, mais provoquent aussi des traumatismes et détruisent des maisons et des infrastructures vitales ;
- l'apatridie, qui, si rien n'est fait pour y remédier, peut saper la cohésion sociale et aboutir à la marginalisation, à la discrimination et au déplacement ;
- le changement climatique et les catastrophes, qui peuvent agir comme « multiplicateurs de risque » et alimenter d'autres menaces ; et
- la violence sexuelle et de genre, qui peut être une cause profonde du déplacement et, trop souvent, peut également en être une conséquence.

Les participants ont discuté de nombreuses manières de lutter contre ces causes profondes, notamment :

- en empêchant que ces causes profondes ne se matérialisent, y compris par une diplomatie préventive et par le programme de prévention du Secrétaire général reposant sur les éléments et les conclusions du rapport « *Pathways for peace* » ;
- par l'alerte et l'intervention rapides lorsque les causes profondes se matérialisent, à commencer par une meilleure explication de ce que cela signifie dans la pratique ;

¹ Disponible [en anglais] à : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>

- par des mesures visant à atteindre les objectifs de développement durable et, en particulier, l'objectif 16 sur la paix et la justice et la cible 16.9 sur l'identité juridique et l'enregistrement des naissances ; et
- l'utilisation des processus internationaux existants, comme l'Agenda de l'initiative Nansen et le Cadre d'action de Sendai concernant les déplacements dus à une catastrophe et le changement climatique.

Les participants ont également discuté de l'importance :

- d'une éducation de qualité aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire, qui a été qualifiée un certain nombre de fois d'investissement dans le futur pouvant favoriser la cohésion sociale et l'autonomie ;
- d'assurer l'accès à un emploi décent, l'autonomisation économique et l'extension des possibilités d'avoir un moyen d'existence ;
- de veiller à ce que les dimensions relatives au genre et à l'âge soient intégrées en tout temps, y compris en veillant à ce que les femmes et les jeunes soient inclus dans les processus de prévention des conflits et d'établissement de la paix et ;
- de s'assurer que tous les acteurs concernés adoptent une approche de leur travail fondée sur les droits.

Les propositions avancées dans le document de réflexion pour le programme d'action ont été généralement bien accueillies, et de nombreuses suggestions supplémentaires ont été faites.

Mais en définitive, la réussite de toutes ces propositions et suggestions dépendra de la volonté politique de toutes les instances concernées, aspect qui a lui aussi été souligné par un certain nombre de participants.

HCR
23 novembre, 2017